

Le *Movimento dos trabalhadores rurais sem terra* au Brésil : entre luttes paysannes et « nouveau mouvement social »

Depuis deux décennies, l'apparition d'un nouvel acteur social, le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST, *Movimento dos trabalhadores rurais sem terra*), a suscité un regain d'intérêt pour la question agraire. En effet, les assassinats et la violence de certains propriétaires à l'égard des paysans, ou de toute personne soutenant leur action, émeuvent la communauté internationale et l'opinion publique nationale, alors même qu'il s'agit d'un problème séculaire.

La lutte qui oppose aujourd'hui le MST aux grands propriétaires fonciers et au gouvernement trouve ses origines dans un ensemble de choix économiques et politiques de développement effectués depuis l'Indépendance, et même avant, puisque c'est dès la colonisation portugaise que s'installent au Brésil les premières formes de *latifúndios* ou grands domaines fonciers. En 1850, la « Loi des Terres » consacre légalement le *latifúndio*. Dans les années 1920, dans la foulée des révolutions russe et mexicaine, on assiste au Brésil à un embryon de débat autour de la concentration foncière et de la marginalisation des petits paysans. Toutefois, les politiques de développement économique s'orientent vers l'industrie au détriment de l'agriculture. Contrairement à l'Europe, et dans une moindre mesure, aux États-Unis, les élites foncières conservent longtemps au Brésil leur pouvoir politique et s'opposent à une quelconque modification de la structure de la propriété rurale. Dès les années 1950, les conséquences sociales des politiques de développement entraînent l'apparition de plusieurs formes de mobilisation parmi les paysans et les travailleurs ruraux. Dans les plantations de canne à sucre et de café, les *moradores* et les colons s'opposent aux

expulsions¹, tandis que de nouvelles catégories d'exclus apparaissent, celle des *clandestinos*, ou travailleurs clandestins, celle des *boias frias*, ou travailleurs saisonniers. Face au mécontentement grandissant, les réponses du gouvernement tentent d'éliminer ponctuellement les tensions. Dans le contexte de l'Alliance pour le progrès, thème de l'administration Kennedy, le Congrès brésilien approuve le Statut du travailleur rural, qui octroie aux travailleurs agricoles quelques mesures de protection sociale. L'arrivée de J. Goulart à la Présidence de la République en 1961 répond davantage aux préoccupations réformistes. Goulart signe plusieurs décrets d'expropriation des terres et son ministre de l'agriculture dépose un pré-projet de réforme au Conseil des ministres, mais, si les oligarchies rurales ont accepté le Statut du travailleur rural, elles résistent à toute tentative de réforme de la structure foncière.

Pendant la période militaire, les politiques économiques mettent l'accent sur la modernisation de l'agriculture, car le retard relatif des structures agricoles est considéré comme un frein au développement national. En 1964, le général Castelo Branco promulgue l'*Estatuto da terra*, le Statut de la terre, modernisant ainsi le *latifúndio*. Il s'agit toutefois d'une modernisation largement conservatrice, dans la mesure où elle ne touche pas à la concentration des terres et où la politique de crédits et d'infrastructures est destinée aux grandes et moyennes entreprises, établies dans le Centre-Sud et produisant pour l'exportation. Les conséquences de ces politiques sont multiples : expulsion des petits exploitants, augmentation du nombre de travailleurs saisonniers et de paysans sans terre, délocalisation des cultures vivrières vers des terres moins fertiles, détérioration de la situation alimentaire et polarisation du développement régional. Afin de contenir les problèmes sociaux générés par les expulsions et la concentration des terres, le gouvernement militaire promeut la colonisation, publique et privée, des espaces moins peuplés du nord du pays et de l'Amazonie. Pour les petits paysans, mobilisés par la propagande officielle et par le mythe de la terre libre, cette aventure fut souvent décevante².

Si les années 1980 au Brésil furent celles du passage à la démocratie, elles furent également celles de la crise économique. C'est dans ce double contexte que la réforme agraire refait surface dans le débat public, réforme dont les objectifs et les enjeux ont cependant fortement changé depuis les décennies précédentes. Dans un premier temps, elle est perçue comme un instrument de politique économique permettant la création d'un secteur agricole moderne. Ensuite, lorsque les structures agraires se modernisent (sans pour autant être réformées), celle-ci apparaît davantage comme une politique sociale redistributive qui ne doit pas entraver la marche du développement national. Lors de la démocratisation, un consensus se dégage au sein des classes dominantes et des organisations internationales pour qualifier une réforme en faveur des petits producteurs « d'archaïsante, économiquement

1. Le *morador*, petit paysan qui habite aux confins d'un grand domaine sur lequel il travaille en échange d'un lopin de terre réservé à son habitat et à quelques cultures personnelles, devait le *cambão*, c'est-à-dire environ vingt jours de travail gratuit par an. Le *colono* du café devait également une semaine de travail annuel non rémunéré et était le plus souvent payé à l'année.
2. Au sujet de la politique de colonisation, voir entre autres A. LE BORGNE-DAVID (1998).

coûteuse et socialement dangereuse » (Gros 1991 : 57). Malgré une ample mobilisation de la société civile lors de son élaboration, le premier Plan national de réforme agraire (PNRA) s'est heurté à l'opposition des oligarchies rurales. La déroute du projet réformiste est confirmée par l'Assemblée Constituante qui adopte en 1988 un texte relativement conservateur en matière de politique agraire. La réforme agraire n'est donc pas un débat nouveau au Brésil et les luttes en milieu rural font partie de l'histoire nationale depuis l'Indépendance.

Les appréciations sur le MST sont très variées et reflètent les grandes tendances du champ politique. Le mouvement suscite ainsi les réactions les plus diverses, lesquelles vont de l'enthousiasme et la sympathie la plus ouverte à la criminalisation et la répression, en passant par l'ignorance volontaire. Pour certains observateurs, il s'agit du mouvement rural le mieux organisé qu'ait connu le Brésil et de la seule force remettant réellement en question la politique du gouvernement Cardoso. Des analystes parlent de « nouveau mouvement social rural », établissant un parallèle avec les formes d'action et d'organisation caractérisant des mouvements apparus en milieu urbain pendant la transition démocratique. Pour d'autres observateurs, le MST ne se distingue des luttes antérieures que par la grande couverture médiatique dont il fait l'objet : « les *Sans Terre*³ ne seraient pas différents des dizaines de mouvements ruraux depuis Antônio Conselheiro, s'ils n'avaient pas cette habileté à se servir des caméras de télévision »⁴.

La question du rapport, et de l'éventuelle filiation, du MST avec les luttes paysannes antérieures, est d'autant plus cruciale que le mouvement lui-même revendique une tradition séculaire de luttes populaires en milieu rural : « L'émergence du MST ne peut pas être vue comme quelque chose de nouveau dans l'histoire du Brésil. En réalité, elle représente la continuité des luttes paysannes dans une nouvelle phase de notre histoire » (Pasquetti 1997). Ainsi la symbolique du mouvement se réfère-t-elle, entre autres, à la lutte de la communauté messianique de Canudos :

« Parmi tant d'événements de l'Histoire du Brésil, celui-ci est l'un des plus commémorés. [...] Les habitants du *sertão* ont construit une société nouvelle, un monde nouveau, rompant avec l'Église, le *latifúndio*, le pouvoir politique de l'État, les *coronéis*⁵ » (Villa 1997 : 42-43).

Les adversaires du mouvement tendent également à le situer dans la continuité des luttes antérieures, mais il s'agit alors de le stigmatiser en soulignant la nature archaïque de sa lutte et de ses revendications. Ces lectures et ces interprétations différentes de l'histoire visent soit à mettre l'accent sur « 500 ans d'exploitation et de luttes » (MST 2000a) et à encourager la mobilisation, soit à minimiser la portée des actions du MST et à délégitimer le mouvement.

-
3. Dans ce texte, l'expression *Sans Terre* en italique renvoie spécifiquement aux membres du MST. [ndlr].
 4. B. LAMOUNIER cité par E. BERNARDES, in « Mudança de tática », *Veja* (São Paulo), 25 mars 1998 : 32.
 5. Les *coronéis* (sg., *coronel*) désignent les notables locaux (propriétaires ou commerçants) influents politiquement. [ndlr].
-

Il convient donc, pour mieux comprendre le conflit qui oppose aujourd'hui les Sans Terre aux propriétaires fonciers et au gouvernement, de comparer le MST aux luttes rurales antérieures – en précisant leurs enjeux, leurs formes et leurs revendications – et de dégager des repères pour comprendre son action, en étudiant tour à tour son discours, ses revendications et sa pratique. En ce sens, cette étude ne partage pas les visions doctrinaires, caricaturales et traditionalistes de la paysannerie, faisant de celle-ci tantôt une classe essentiellement révolutionnaire, tantôt une classe inébranlablement conservatrice, voire réactionnaire. Une catégorie sociale n'est, par définition, ni porteuse de luttes ou de mouvements sociaux ni fataliste par essence et vouée à la domination (Touraine 1978 : 113). C'est pourquoi l'on cherchera ici à historiciser les formes d'actions. Suivant l'ordre chronologique, la première partie est consacrée aux mouvements messianiques, plus particulièrement celui de Canudos et de Juazeiro, et au banditisme social, le *cangaço*, qui voient le jour au Brésil à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. La seconde partie traite de la constitution des Ligues paysannes dans le contexte des conflits ruraux dans les années 1950 et 1960. La dernière partie étudie les luttes plus récentes qui émergent lors de l'« Ouverture » du régime autoritaire, à la fin des années 1970. Elle porte essentiellement sur le Mouvement des Sans Terre, sa création, son évolution et les différentes dimensions qui se dégagent de l'occupation de terres. À cet effet, le paradigme actionnaliste tel qu'il est défini par Alain Touraine et Alberto Melucci et la théorie de l'action collective de Neil Smelser (Touraine 1973, 1984 ; Melucci 1996 ; Smelser 1962) nous serviront de références.

Les messianismes et le *cangaço*

Durant le XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, les mouvements millénaristes et messianiques apparaissent dans l'arrière-pays brésilien. D'autre part, des groupes de *cangaceiros*, bandits de grand chemin immortalisés par la littérature orale, parcourent les campagnes du nord-est du pays. Ces deux expressions du mécontentement social en milieu rural ont parfois été caractérisées comme les premières formes de luttes paysannes. Bien que fondamentalement différentes l'une de l'autre quant à leur origine, leur forme et leur fonction, elles constituent des références historiques pour les luttes paysannes ultérieures et, à ce titre, un rappel succinct de leur nature permet d'éclairer l'objet de cette étude.

Retour sur Canudos et Juazeiro

Les mouvements de Canudos (Bahia) et de Juazeiro (Ceará) coïncident avec la fin de la Monarchie et le début de la République. À cette époque, les sécheresses récurrentes, l'abolition de l'esclavage et la chute du régime impérial s'ajoutent à la concentration des terres pour accentuer la crise sociale que traversait le *sertão*. Certaines interprétations concernant la nature de ces mouvements ont mis l'accent sur des facteurs psychologiques et sur le

déterminisme racial, tandis que d'autres ont insisté sur le déterminisme géographique et la dualité irrévocable de la société brésilienne, entre un arrière-pays rétrograde et la côte urbanisée aspirant à la modernité. Quelques-uns y ont vu l'émergence d'un conflit de classe contre l'oppression séculaire d'une sorte de féodalisme latifundiaire, d'autres la simple expression d'un fanatisme religieux. En réalité, les facteurs religieux, économiques, politiques et culturels s'entrecroisent pour rendre compte de conduites collectives exprimant une crise de l'organisation, des normes et des valeurs communautaires traditionnelles et expliquer l'émergence, la nature et la fin souvent tragique de ces mouvements.

Les problèmes économiques et sociaux vécus par la population rurale au tournant du siècle ont sans conteste encouragé l'adhésion des fidèles à ces communautés messianiques à qui les chefs charismatiques promettaient le salut. À Canudos, la vie était organisée sur base communautaire : la propriété de la terre était commune, il n'y avait ni impôts ni forces de l'ordre et les échanges se faisaient avant tout sous forme de troc de services. Mais s'ils nourrissaient l'espoir d'une communauté plus égalitaire, Antônio Conselheiro et le Père Cícero, respectivement les dirigeants de Canudos et de Juazeiro, n'étaient pas des révolutionnaires. Tous deux entretenaient de bons rapports avec les oligarchies et les élites politiques locales. Les habitants de Canudos participaient d'ailleurs à la construction d'infrastructures publiques et ceux de Juazeiro fournissaient la main d'œuvre aux exploitations des environs.

Ce n'est que dans un second temps que l'attrait suscité par la cité d'Antônio Conselheiro éveilla l'hostilité croissante des *coronéis* qui craignaient la remise en question de leur pouvoir économique et politique. Canudos s'attira aussi rapidement la désapprobation du clergé qui voyait s'y développer une communauté d'hérétiques. S'abattirent en outre sur la communauté les foudres des autorités qui considéraient la cité comme un antre de bandits et de vagabonds, le foyer d'une révolte antirépublicaine. En effet, le discours d'Antônio Conselheiro, empreint d'antirépublicanisme, tombait très mal à l'heure où les institutions républicaines tentaient de se consolider et où les élites politiques redoutaient un complot monarchiste. En réalité, si Antônio Conselheiro voyait dans la République l'« Antéchrist qui annonçait la fin du monde » (Fadel 1992 : 99-105), ce n'était pas tant par sentiments monarchistes que parce qu'il assimilait la République à la laïcité impie. Canudos fut violemment réprimée. Après plusieurs campagnes militaires, les fidèles furent massacrés et la tête d'Antônio Conselheiro fut exposée au public comme un trophée incarnant la victoire de la civilisation et du progrès sur la barbarie.

Bien que la communauté de Juazeiro connût une fin moins tragique, le Père Cícero se heurta également à la hiérarchie catholique, qui tentait alors de réorganiser la structure ecclésiastique, d'imposer l'orthodoxie et de reprendre le contrôle sur les pratiques locales (Levine 1991 : 210 ; Cava 1988 : 405). Il fut suspendu de ses fonctions pour les miracles qui avaient fait sa réputation auprès des plus démunis et s'installa avec ses fidèles dans la petite ville de Juazeiro, où ses bonnes relations avec les oligarchies firent de lui le premier maire de la ville en 1914.

Dans les années 1910, des mouvements messianiques virent le jour dans le sud du Brésil, notamment celui des Muckers⁶ et du *Contestado*⁷, mais ils ont néanmoins rarement atteint, dans la mémoire collective, la valeur emblématique de Canudos ou de Juazeiro. L'histoire de la « Guerre de Canudos » a traversé l'histoire brésilienne, en grande partie grâce au livre d'Euclides da Cunha, *Os Sertões* (1902), et suscité les réactions les plus diverses. Soulignons ici que le MST considère Antônio Conselheiro comme « une référence éternelle pour tous ceux qui, dans les *assentamentos* et *acampamentos*, veulent construire une société différente rompant avec le *latifúndio*, le pouvoir de l'État bourgeois et la violence de l'armée, une société solidaire et communautaire empreinte des valeurs chrétiennes brésiliennes » (MST 1997 : 42-43). Ainsi, malgré un contexte et une inspiration très différents, le MST se réclame-t-il d'une histoire de luttes et de résistances :

« Canudos ne s'est pas rendu. Exemple unique dans toute l'histoire, il a résisté jusqu'à l'épuisement complet. [...] il est tombé le 5 [octobre 1897] au soir, lorsque sont tombés ses ultimes défenseurs, lorsque tous sont morts [...] » (MST 2000a).

Le « cangaço »

L'autre phénomène social qui a marqué les populations du *Sertão*, entre les années 1870 et la fin des années 1930, est le *cangaço*. Le banditisme, particulièrement dans le *Nordeste*, existait à l'époque coloniale, mais il prend de l'ampleur après l'instauration de la République en 1889. Il trouve son origine dans les luttes de pouvoir et d'influence entre les grandes familles de notables locaux, dans les conflits concernant la terre et dans les crimes d'honneur et de vengeance. Mais les *cangaceiros* étaient souvent d'origine modeste : travailleurs agricoles, fermiers expulsés de leur terre, chômeurs, qui entendaient se venger des offenses et de la violence des hommes de main des notables de la terre ou de la police.

Dans certaines représentations, le *cangaço* apparaît souvent comme une forme de rébellion des paysans contre le pouvoir des grands propriétaires, car les *cangaceiros* s'en prenaient avant tout aux propriétaires fonciers ou aux riches négociants. Toutefois, ces « héros » n'avaient pas d'objectifs politiques radicalement opposés à ceux de la classe dominante. Ils ne prônaient pas l'égalité communautaire et, s'ils vivaient en bande, ils entretenaient des

6. Le mouvement messianique des Muckers se développe entre 1872 et 1898 parmi les immigrants allemands du Rio Grande do Sul.

7. Dans la région de Contestado, entre l'État du Paraná et de Santa Catarina, les anciens *posseiros*, des occupants sans droits, avaient été expulsés de leurs terres par les concessions accordées à une compagnie ferroviaire nord-américaine et par l'arrivée de la colonisation européenne. Parmi ceux-ci, José Maria, un leader charismatique qui se proclamait prophète et guérisseur, commença à prêcher la fin du monde et la restauration de la Monarchie. Vers 1912, il s'établit avec ses suivants dans la région de Contestado où ils attendraient la fin de la République. Tout comme Canudos, la « guerre sainte de Contestado » fut interprétée comme un défi à l'autorité de la République et comme la confrontation entre un Brésil archaïque et modernisateur. Au terme d'une longue campagne militaire, l'armée décima les croyants. D'autres mouvements et sectes à caractère millénariste peuplent l'histoire brésilienne, c'est par exemple le cas de celui de Santa Brígida dans la région semi-aride de l'État de Bahia.

rapports hiérarchisés avec leurs hommes. Un *cangaceiro* regroupait en effet autour de lui d'autres paysans pauvres à qui il promettait sa protection et des avantages matériels. En somme, le *cangaceiro* aspire au respect et à la fortune, mais il ne bouleverse pas les rapports de pouvoir traditionnels. C'est sans doute ainsi que l'on peut mieux comprendre qu'en 1926, Lampião, l'un des *cangaceiros* les plus célèbres de l'histoire brésilienne, ait accepté une mission de l'armée fédérale pour lutter contre la Colonne Prestes, formée de *tenentes*⁸ en révolte ouverte contre le gouvernement et le régime.

La période 1946-1964 : la diversification des modes d'action en milieu rural et la création des *Ligas camponesas*

La période qui débuta en 1945 fut marquée par de rapides transformations dans la vie économique du Brésil. D'une part, l'industrialisation gagnait sa dynamique propre, entraînant l'émergence de nouveaux groupes d'intérêts et une urbanisation accélérée. D'autre part, l'agriculture s'était peu modernisée et les grandes exploitations servaient majoritairement à l'exportation. Dès 1949, ce contexte fut porteur des premières grandes grèves qui mobilisèrent les travailleurs ruraux dans les plantations de café de São Paulo, du Minas Gerais et de Rio de Janeiro, dans les exploitations de cacao de Bahia et de canne à sucre du Pernambuco.

Les conflits ruraux des années 1950

Les travailleurs revendiquaient de meilleures conditions de vie et de travail dans les plantations et des augmentations salariales. Parallèlement, des actions furent menées en justice pour obtenir un salaire minimum et des congés payés, les travailleurs ruraux ne bénéficiant pas jusque là des avantages sociaux garantis aux travailleurs urbains dans le cadre de la législation sociale adoptée dans les années 1930 et 1940. Certaines de ces actions en justice aboutirent à la création d'une jurisprudence, par exemple quand, en 1951, le Tribunal du Travail de l'État de São Paulo reconnut le droit aux congés payés aux colons du café (Medeiros 1989 : 24). Outre les grèves, cette époque est marquée par la lutte des *arrendatários*, des *parceiros* et des *foreiros*⁹.

-
8. Les *tenentes* (lieutenants) sont une minorité d'officiers subalternes qui critiquent radicalement (mais sans projet politique très précis ni très cohérent) le fonctionnement des institutions et de la société brésilienne. À partir de la révolte du fort de Copacabana, le 5 juillet 1922, ils animent une série de mutineries et de mouvements révolutionnaires dont le plus spectaculaire est la colonne dirigée par Luís Carlos Prestes à travers le Brésil. Dans les années 1930, les trajectoires politiques des *tenentes* divergeront : Prestes passe au communisme dont il devient le chef au Brésil, pendant que ses anciens compagnons s'orientent vers le fascisme, rejoignent le populisme naissant ou se rallient à la droite libérale classique brésilienne. [ndlr].
 9. L'*arrendatário*, le *foreiro*, le *parceiro*, sont des formes mixtes de métayage et de fermage. Le travailleur agricole y occupe un lopin de terre attenant à l'exploitation principale, mais il ne la possède pas. Il rétribue le propriétaire d'une part considérable de sa récolte. Il n'est pas rare qu'il travaille également pour ce dernier, de manière plus ou moins régulière. Le *parceiro*, outre la part de sa récolte qu'il devait au propriétaire, travaillait généralement pour celui-ci lors des récoltes. L'*arrendatário* est un fermier qui payait le loyer de sa terre et prestait un travail régulier dans les cultures. En réalité, les modalités du contrat de travail et les montant des taxes en récoltes variaient considérablement d'une exploitation à l'autre.
-

Dans les États du Goiás et du Minas Gerais, ces luttes sont une réaction directe à l'augmentation des taxes d'*arrendamento*. Citons par exemple le conflit dans la plantation de Téofilo Otoni au Minas Gerais, lequel se déroula entre 1945 et 1948 (Martins 1981 : 67). Après avoir été expulsés de leurs terres, les paysans furent amenés à travailler comme colons du café et à remettre 20 % de leur production de subsistance au propriétaire. Leur conflit procédait, à la fois, d'une revendication pour de meilleures conditions de travail et de salaire et d'une lutte pour rester sur la terre.

Dans les années 1950, on note également la multiplication des conflits entre *posseiros* et *grileiros*¹⁰ dans les régions de frontières agricoles. L'enjeu central de ces conflits, comme la guérilla du Porecatu au Paraná, est la terre. Depuis 1946, mille cinq cents familles de *posseiros* y furent progressivement expulsées par de nouveaux arrivants munis de titres de propriété trafiqués qu'ils avaient reçus des autorités locales. Les luttes donnèrent lieu à la destruction de plantations, des maisons brûlées et des violences physiques, et, dans certaines régions, prirent la forme de conflits armés. Ce fut le cas de la Révolte de Trombas et Formoso dans le nord du Goiás où, dès 1952, la construction de la route Transbrésilienne avait donné lieu à des affrontements entre les *posseiros*, auxquels le gouvernement avait promis la régularisation de leurs terres, et les grands propriétaires auxquels le gouvernement distribuait les terres qui bordaient la route. Les *posseiros*, sous la direction de José Porfírio, parvinrent à faire reconnaître leurs droits sur le territoire indépendant de Trombas et Formoso et y installèrent un gouvernement populaire avec l'appui du parti communiste. Ce territoire fut repris par l'armée fédérale en 1964. De même, en 1957, dans la région du sud-ouest du Paraná (Pato Branco, Francisco Beltrão et Capanema), les *posseiros* se révoltèrent contre leur expulsion et créèrent des juntes gouvernementales parallèles qui furent dissoutes par la police.

Parmi ces formes de luttes paysannes, trois modèles se dessinent selon le type de relations de travail et de rapport à la terre, et selon l'enjeu et la nature de la lutte. Dans la première forme de lutte, qui vise une amélioration des conditions de travail et des conditions de vie, les revendications ont trait à une augmentation salariale et à l'extension de la législation du travail en milieu rural. Au moyen de pressions institutionnelles et de grèves, les paysans demandent l'intervention de l'État contre les abus des employeurs et l'extension aux travailleurs ruraux des droits économiques et sociaux garantis aux travailleurs urbains par la « *Consolidação dos leis do trabalho* » (la Consolidation des lois du travail), code promulgué en 1943. Les conflits qui s'y rapportent font figure de luttes à caractère syndical.

Une seconde forme de lutte est celle des *parceiros*, des *foreiros* et des *arrendatários* qui, outre leurs revendications à caractère syndical, se mobilisent également pour rester sur la terre. Si ces catégories sociales varient selon les régions et les plantations et si leurs obligations ne peuvent être

10. Le *posseiro* est un occupant sans droits qui vit depuis plusieurs années sur les terres sans titre de propriété. Le *grileiro* est un terme générique désignant une personne ayant acquis un titre sur la terre de manière généralement frauduleuse ou illégale, ou forgeant de faux titres de propriété.

définies de manière générique, tant elles dépendent de codes privés propres à chaque exploitation, les « fermiers-métayers » revendiquent tous de meilleures conditions de travail, une diminution des taxes d'*arrendamento*, de *foro* ou de *parceria*, le respect des contrats de fermage et de métayage et le droit de rester sur leurs terres. Ainsi l'objectif de ces luttes concerne-t-il des améliorations normatives et le respect des contrats en vigueur dans un contexte d'insécurité croissante, conséquence de la mécanisation des cultures et des expulsions des travailleurs. La dernière forme de lutte, celle des *posseiros*, ne revêt pas le caractère syndical des deux premières ; elle concerne la définition du droit de propriété. La législation prévoit qu'au bout de cinq années de présence ininterrompue sur une terre mise en valeur avec l'aide de sa famille et sans employer d'ouvriers agricoles, un individu devient *posseiro*. Le respect de ces conditions conférerait au *posseiro* certains droits sur la terre, bien que dans la pratique ceux-ci se limitent généralement aux cultures qui s'y trouvent. Les nombreux conflits fonciers attestent de l'ambivalence des normes en vigueur, alors même que les autorités promettent de légaliser la situation des *posseiros* et de s'informer de leur présence avant de concéder des titres de propriété. Si la lutte des *posseiros* possède une composante normative dans la mesure où ils demandent que soient régularisées leurs possessions, elle peut se doubler, dans les régions où les tensions et les conflits furent violents, d'un conflit de valeurs qui se concrétise parfois par l'instauration d'une autorité parallèle, comme des gouvernements populaires.

La prise en compte des problèmes de la terre

En 1922, des ouvriers manufacturiers et des intellectuels formés aux idées de l'anarcho-syndicalisme fondent le Parti communiste brésilien (PCB). Dans un premier temps, l'intérêt porté aux paysans par le PCB répond surtout à des préoccupations électorales. Après la dissolution du Parti et l'arrestation de ses dirigeants, celui-ci se réorganise en 1943 et met davantage l'accent sur la réforme agraire. Espérant rallier les intérêts de la bourgeoisie nationale autour d'un front commun d'opposition au *latifúndio*, le PCB attribue à la réforme un rôle fondamental dans sa stratégie de révolution démocratique bourgeoise.

Le Parti communiste brésilien

À cette époque, le parti entame un rapprochement avec les travailleurs ruraux. Entre 1945 et 1947, il sera à l'origine de la création des premières Ligues paysannes. Il s'agit d'associations civiles créées pour défendre et améliorer les conditions de travail des paysans. En tant que telles, elles ne s'adressent pas aux salariés agricoles, dont les intérêts sont jugés plus proches de ceux des ouvriers¹¹. La structure de ces ligues est fort centralisée

11. Si la syndicalisation des travailleurs ruraux n'était pas interdite, elle était pratiquement impossible, tant les syndicats rencontraient des difficultés pour se faire reconnaître par le ministère du Travail. À titre informatif, nous noterons que pour la période entre 1933 et 1954, seulement cinq syndicats ruraux avaient été reconnus sur tout le territoire national.

et reliée à celle du PCB. Lors du retour du parti communiste à la clandestinité en 1947, ces dernières sont réprimées et la plupart disparaissent. Dans la foulée, le discours du PCB devient plus radical. Le « Manifeste d'Août », lancé par le Parti en 1950, parle de confiscation des grands *latifúndios* sans indemnisation et de distribution immédiate et gratuite des terres, des animaux et des cultures aux paysans (Medeiros 1989 : 29). Dans les années 1950, les travailleurs agricoles salariés organisent plusieurs Congrès. En 1950 se tient à Palmares le premier Congrès paysan du Pernambuco, en 1951 a lieu le premier Congrès paysan du Goiás, en 1953 des Conférences nationales de travailleurs agricoles se déroulent à São Paulo, au Ceará et dans la Paraíba et, en 1954, le premier Congrès des travailleurs ruraux du *Nordeste* est organisé à Limoeiro. La même année est fondée à São Paulo l'*União dos lavradores e trabalhadores agrícolas do Brasil* (Union des laboureurs et des travailleurs agricoles du Brésil, ULTAB), lors de la seconde Conférence nationale des travailleurs agricoles. L'ULTAB ne fut jamais reconnue officiellement par le gouvernement même si cette organisation était relativement bien tolérée par les autorités, étant donné son caractère modéré et légaliste et son discours nationaliste. En outre, pendant toute la période comprise entre 1954 et 1964, les activités du PCB se sont enchevêtrées avec celles des syndicats ruraux émergents et des Ligues paysannes de Francisco Julião dont nous parlerons à présent, ce qui a limité parfois la portée des actions de l'ULTAB.

Les Ligas camponesas

À l'origine, la formation dans la zone des plantations de canne à sucre du Pernambuco, des Ligues, plus connues comme *Ligas camponesas*, répond à des fins assistencialistes (Julião 1962 : 24). Il s'agit de constituer un fond pour acheter des cercueils, acquérir des semences, construire une école primaire, etc. Le rapprochement avec le PCB s'opère quand les familles installées sur les terres de l'*engenho* Galiléia sont menacées d'expulsion et que l'avocat Francisco Julião, candidat du PCB aux élections législatives de 1955, leur propose son soutien juridique et politique.

Bien que F. Julião tienne la paysannerie brésilienne pour le fer de lance de la révolution socialiste, il assure également que c'est une classe « fondamentalement individualiste » (Julião 1968 : 53), à laquelle il faut un guide. Comme il considère de plus que la paysannerie est « profondément mystique » (*ibid.*), et qu'idéalisme et matérialisme ne sont pas inconciliables¹², l'idéologie de Julião allie mysticisme et socialisme. Cela étant, l'avocat ne partage pas l'opinion du PCB, selon laquelle il est impossible de passer outre le stade de développement capitaliste et attribue à la bourgeoisie un rôle fondamental dans la libération nationale. Sous l'impulsion de Julião et d'autres intellectuels, qui tiendront une place décisive dans le développement des Ligues, les problèmes économiques et sociaux de la

12. Francisco Julião définit sa famille spirituelle comme un mélange entre les héros latino-américains de libération nationale (Bolívar, San Martín, Mitre, Morelos, Martí, Artigas et O'Higgins), la pensée de Joaquim Nabuco, le castrisme et le marxisme.

région, longtemps présentés comme une fatalité découlant des conditions climatiques et de la sécheresse, apparaissent désormais comme des choix politiques.

L'importance du rôle idéologique et politique des intellectuels se reflète dans la forme d'organisation de ces sociétés civiles de droit privé. Ainsi, les Ligues se caractérisent par « une organisation centralisée dont le siège se trouve dans la capitale afin de nouer des contacts avec la classe ouvrière, les étudiants, etc. » (Julião 1968 : 47-48). Le noyau politique et idéologique des Ligues est le Conseil délibératif, composé de parlementaires, d'intellectuels, d'étudiants et de leaders paysans. Cette structure organique était censée éviter l'isolement des paysans en articulant le mouvement avec les secteurs progressistes urbains. En réalité, il s'agit d'un modèle organisationnel vertical, où les décisions politiques sont centralisées au sein du Conseil.

De 1955 à 1959, pendant la première partie de l'existence des Ligues, période allant de la fondation de la Société agricole des planteurs et éleveurs de Pernambuco, la SAPP, à l'expropriation de l'*engenho* Galiléia, les Ligues ont essentiellement d'assistance et de dénonciation. En se définissant comme une organisation paysanne, les Ligues centrent leurs actions sur la paysannerie par opposition aux salariés ruraux et vont privilégier l'action dans la zone de l'*agreste* où prédomine la petite propriété. En pratique, les Ligues seront mieux implantées dans les zones de cultures de canne à sucre, la zone de la *mata*, où la paysannerie n'est pas majoritaire¹³. Quant à la réforme agraire, si elle fait déjà partie des revendications des Ligues à l'époque, elle n'est pas encore définie de manière claire et précise.

Mais l'amorce d'un tournant politique est déjà perceptible lors de la tenue, en 1956, du « Congrès pour le salut du Nordeste » à Recife. Ainsi, la « Charte pour le salut du Nordeste » dénonce la concentration des terres, des ressources, et particulièrement de l'eau, par les grands propriétaires. Peu après, les Ligues organisent à Recife le premier Congrès paysan du Pernambuco dont naîtra la structure organique des Ligues. Au niveau politique, la victoire de Cid Sampaio, leader des grèves de 1957 et candidat des oppositions unies aux élections de gouverneur d'État en 1958, crée un climat plus favorable à l'action des organisations populaires (Azevedo 1982 : 68). Les Ligues accentuent alors les pressions pour obtenir la désappropriation de l'*engenho* Galiléia. Quant à la distribution des terres aux paysans, obtenue en 1958, elle fonctionnera auprès des paysans comme un effet de démonstration.

Pendant la seconde période, des années 1960 à 1962, les Ligues se répandent rapidement à travers l'État du Pernambuco, pénètrent l'État de la Paraíba et font irruption sur la scène nationale. Cette période est également marquée par la rupture avec le PCB. Julião a visité le Venezuela et Cuba, dont les Ligues vont se rapprocher, ce qui sera jugé inopportun par le parti communiste. Progressivement, se fondant sur l'exemple chinois et cubain, le discours des Ligues défend une réforme agraire radicale et une révolution

13. Les raisons de cette inversion se trouvent dans le fait que la zone de la *mata* était soumise à une intensification des cultures qui entraîna l'expulsion de nombreux paysans, alors que dans l'*agreste*, les revendications tournaient davantage autour de l'abolition des taxes de fermage et de métayage.

armée axée sur la paysannerie. En ce sens, elles refusent la subordination tactique de la question agraire à la révolution nationale-démocratique que défend le PCB. Pour ce faire, les Ligues commencent à créer des camps d'entraînement de guérilleros dans l'État de Goiás. Soulignons que la rupture entre les Ligues et le PCB a donné naissance en 1962 au PCdoB, le Parti communiste du Brésil, une dissidence du PCB de tendance maoïste qui prône à l'époque la lutte armée.

La période qui suit la mise sur pied d'un dispositif militaire est celle du déclin des Ligues et des dissensions internes. L'autonomie politique et organique du secteur armé par rapport aux Ligues exacerbe les tensions et plusieurs groupes se disputent l'hégémonie des Ligues et du secteur armé. Craignant de perdre la direction politique des Ligues, en avril 1962, Julião lance le « Mouvement Tiradentes », une sorte d'appel à la population brésilienne où il exalte le socialisme et la révolution cubaine (Moraes 1970 : 486). Cette tentative ne parvient pas à unifier les positions. Le secteur militaire des Ligues passe sous le contrôle exclusif du PCdoB et Julião est expulsé du comité national du mouvement. En novembre, l'armée fédérale détruit les camps de guérilla. Julião subit alors un nouvel échec. Sa campagne de député fédéral est une débâcle totale : aucun des candidats soutenus par les Ligues n'est élu. En 1963, les Ligues se replient au Pernambuco alors que la syndicalisation rurale, promue par le gouvernement pour contenir les Ligues, gagne du terrain. Dans une dernière tentative de réorganisation, les Ligues se transforment en un parti agraire radical. Structurées sur base d'une organisation de masse et d'une organisation politique inspirée par le modèle marxiste-léniniste du centralisme démocratique, les Ligues s'éloignent encore davantage des préoccupations de leur base sociale. La radicalisation du programme de l'organisation politique isole les Ligues du mouvement agraire. Elles ne seront pas invitées à la rencontre de juin 1963 qui créa la Confédération des travailleurs ruraux, la Contag. À la suite du coup d'État d'avril 1964, les Ligues sont déclarées illégales et réprimées.

La réponse de l'Église catholique et le syndicalisme rural chrétien

Les années 1950 correspondent également à la pénétration de l'Église catholique auprès des travailleurs ruraux. Par ses actions, l'Église entend contenir l'avancée des forces de gauche dans les campagnes et s'opposer au péril communiste. La promulgation de l'Encyclique *Pacem in Terris* par le Pape Jean XXIII en 1958, celle de l'Encyclique *Mater et Magistra* en 1962, marquent un tournant dans la position de l'Église brésilienne, jusque là plus proche du *latifúndio* que des paysans. Elle entame un travail de syndicalisation et de formation à travers le pays. Ainsi, en 1959, l'archevêque de Natal crée un département de syndicalisation rurale au sein de son diocèse. En 1961, le service d'orientation rurale du Pernambuco voit le jour. D'autres organisations sont créées dans les États de Paraíba, du Piauí et d'Alagoas. En 1961, le président Jânio Quadros instaure le Mouvement d'éducation de base (MEB), organisé et dirigé par la Conférence nationale

des Évêques du Brésil, la CNBB. Le MEB a pour but l'alphabétisation et l'éducation des travailleurs par la radio, mais il s'engage également dans la syndicalisation rurale dans les États de Sergipe, du Maranhão et de Bahia. Dans les États de São Paulo et de Rio de Janeiro, la syndicalisation est promue par les Cercles ouvriers. Au Rio Grande do Sul, c'est le Front agraire gaúcho, créé par l'Église, qui coordonne la syndicalisation :

« Ce réseau complexe d'organisations a une orientation commune donnée par la CNBB : la création d'un syndicalisme chrétien, éloigné des luttes de classe mais défendant les droits des travailleurs et une réforme agraire basée sur la propriété familiale » (Medeiros 1989 : 77).

Cette campagne de syndicalisation produit cependant des dissensions au sein de l'Église et suscite la création, par les secteurs plus progressistes de l'Église, de l'Action populaire – une organisation politique qui se rapproche du PCB et prône la construction d'une société socialiste à travers la syndicalisation –, mais aussi la constitution, en 1960, de la Société brésilienne de défense de la tradition, de la famille et de la propriété, un courant de droite ultra-conservateur qui défend le *statu quo* dans les campagnes.

Quoi qu'il en soit, une réglementation sur le syndicalisme rural est adoptée en 1962 selon les conceptions populistes : la législation, qui impose un syndicat unique par municipalité, prévoit la reconnaissance des syndicats par l'État et leur contrôle par le Ministère du Travail. Ainsi, le syndicalisme rural naît au Brésil comme un syndicalisme dépendant, corporatiste et étatique, encadré par une structure verticale extrêmement rigide. Tant au niveau fédéré que fédéral, il est d'ailleurs rapidement incorporé au système politique, et l'emprise des partis l'emporte bientôt sur la capacité d'action autonome des syndicats. Les différentes forces en présence – le PCB, l'ULTAB, les catholiques et les Ligues – entament alors un véritable bras de fer pour le contrôle des syndicats. Lors de la Convention nationale des syndicats ruraux à Natal en 1963, les syndicalistes chrétiens demandent l'unification des actions et des revendications de la classe paysanne (Silva 1993 : 226). Cette rencontre aboutit à la création de la Confédération nationale des travailleurs de l'agriculture, la Contag, qui représente désormais toutes les fédérations syndicales de paysans et de salariés ruraux du pays. Précisons que la direction de cette dernière revient aux syndicalistes du PCB et aux catholiques de gauche, tandis que cette vague de syndicalisation d'orientation communiste et chrétienne entame le déclin des Ligues paysannes.

Le régime militaire, instauré en avril 1964, interrompt et réprime brutalement ces différentes formes de mobilisation en milieu rural. Les communistes sont exilés, les grèves sont interdites et les syndicats sont purgés au profit des hommes de confiance des militaires. Si le syndicalisme rural et la Contag subsistent, ils se contentent essentiellement d'un rôle d'assistance. La loi sur la valorisation de l'action syndicale, promulguée en 1970, transforme les syndicats en organes de crédits et de services qui s'occupent de la construction d'écoles, de l'organisation de colonies de vacances, de clubs sportifs ou de loisirs et fournissent une assistance médicale et sanitaire. Dans certaines municipalités, les syndicats sont créés à l'initiative des autorités locales et servent de clientèles politiques. Dans ce

contexte, les actions syndicales menées par la Contag pendant la période militaire se limitent à demander le respect de la législation en vigueur. Quant au taux de syndicalisation pour la décennie 1970, il est fort bas : il touche un peu plus d'1 % des travailleurs ruraux sur un total de dix-sept millions d'adhérents potentiels (Mathieu 1990 : 27).

L'émergence d'un nouvel acteur social rural : le MST

Dans les années 1970 et 1980, le contexte économique, la modernisation conservatrice de l'agriculture et ses conséquences sociales contribuent à l'émergence d'un acteur social autonome en milieu rural : le Mouvement des paysans sans terre. La création du mouvement est aussi favorisée par des facteurs politiques, culturels et sociaux. Le processus d'ouverture démocratique et la chute du régime militaire ont permis l'expression de revendications citoyennes auparavant muselées par la répression. La fin des années 1970 voit l'apparition au Brésil de nouveaux mouvements sociaux et d'un nouveau syndicalisme plus autonome et revendicatif incarné par la Centrale unique des travailleurs, la CUT. D'autre part, l'infléchissement des orientations pastorales de l'Église à partir des années 1970, sous l'influence grandissante des secteurs progressistes liés à la Théologie de la Libération, est directement à l'origine de la mobilisation en milieu rural. Ainsi, la Commission pastorale de la terre, la CPT, créée le 22 juin 1975 à Goiânia, a pour objectif de soutenir les paysans dans leurs luttes et de les encourager à s'organiser de façon autonome. La CPT, qui se veut un service et non un mouvement en soi, fournit une assistance juridique, mène des actions pédagogiques sur la syndicalisation et les droits des travailleurs et promeut des campagnes publiques de sensibilisation et de dénonciation des violences à l'égard des travailleurs ruraux. Elle est également à l'origine d'initiatives économiques, qu'il s'agisse de projets de financement et d'organisation de la production agricole, de l'achat de matériel, de semences ou d'animaux. Enfin, il arrive que la CPT fasse office d'intermédiaire politique lors de négociations avec le gouvernement. Ce travail de médiation, qui encourage les paysans à exprimer eux-mêmes leurs problèmes et leurs besoins et incite à la confrontation des idées et des expériences, est directement à l'origine de la création du MST en 1984, lors de la première Rencontre nationale des *Sans Terre* à Cascavel au Paraná.

Les luttes des années 1970 et la création du MST

À la fin des années 1970, les conflits ruraux se multiplient dans diverses régions du pays et prennent, en fonction de leurs enjeux, des formes différentes (Grzybowski 1987 : 33). Le premier type d'action, où la grève constitue le principal instrument de pression, est illustré par le mouvement des salariés ruraux permanents et temporaires qui se mobilisent contre l'exploitation, pour le respect de la législation, l'amélioration des conditions de travail et une augmentation salariale. Les grèves des travailleurs de la

canne à sucre au Pernambuco en 1979 et celles des *boias frias* dans l'État de São Paulo en 1984, par exemple, furent à l'origine des premières conventions collectives de travail dans les campagnes du *Nordeste*, à São Paulo et au Paraná (Ianni 1987 : 42).

Une seconde forme de lutte est celle des petits producteurs modernisés qui se sont spécialisés dans un type de produit (soja, raisin, porc, lait, tabac, etc.) pour faire face à la concurrence des grandes agro-industries et du capital industriel. Dénonçant la politique agricole, c'est-à-dire la politique de production et de commercialisation du gouvernement, les petits producteurs se mobilisent pour obtenir de l'État et des organismes de crédit de meilleures conditions de production et de commercialisation (Santos 1992 : 49).

Distincte des deux premières est la lutte des *posseiros* qui, face à l'implantation d'entreprises d'élevage et d'extraction, et à la concentration des terres, qui sont favorisées par les incitations fiscales du régime militaire, se mobilisent contre les expulsions et revendiquent la légalisation de leur situation. On peut en revanche leur associer les populations expropriées de leurs terres pour des raisons d'utilité publique, par exemple, lors de la construction de barrages hydroélectriques. Ces mouvements, qui se sont établis dans différentes régions du Brésil avec l'appui de l'Église et des syndicats, s'opposent aux indemnités jugées dérisoires, refusent les offres gouvernementales de transfert vers l'Amazonie, incarnant au bout du compte la défense d'un espace rural communautaire, dans sa dimension économique, mais aussi sociale et culturelle.

Cette lutte pour la terre prend la forme d'un mouvement social d'envergure nationale avec la création du Mouvement des Sans Terre. L'enjeu des actions du MST va au-delà de la régularisation des terres et de la lutte contre l'expropriation. Il s'agit d'obtenir la réforme agraire, c'est-à-dire une vaste redistribution des terres à l'échelle nationale qui implique la désappropriation des *latifúndios* et suppose l'établissement d'une taille maximale pour la propriété rurale. Le mouvement revendique, dès 1985, la légalisation des terres occupées par les travailleurs et la punition des crimes commis contre les paysans, mais aussi la désappropriation des terres des multinationales, la démarcation des terres indigènes, la suspension des subsides du gouvernement aux projets profitant aux grands propriétaires, l'abandon de la politique de colonisation et la réorientation de la politique agricole au profit des petits producteurs (MST 1987). Depuis 1984, le MST n'a cessé de préciser ses objectifs et ses revendications, de déployer de nouvelles formes d'action et de se solidariser avec d'autres secteurs de la société civile et d'autres luttes pour défendre un projet plus englobant. Désormais présent dans quasiment tous les États de la Fédération brésilienne, le MST regroupe plus de 200 000 familles dans quelque 1 600 *assentamentos* et développe des activités dans différents secteurs, tels que l'éducation, la formation technique, la production, la culture, la communication, les relations internationales, etc. (Pasquetti 1987 : 5).

De la socialisation politique des paysans à l'organisation d'un mouvement social représentatif et revendicatif

On peut distinguer trois périodes dans le développement historique du MST. De 1979 à 1985 s'écoule le temps de la socialisation politique. La création d'un espace de communication (Fernandes 1996 : 227) et le développement d'expériences pédagogiques par diverses entités médiatrices (CPT, CEB, syndicats) ont rendu visibles les relations de pouvoir sous-jacentes aux conflits ruraux, permis la prise de conscience collective de privations vécues individuellement, familiarisé les travailleurs avec leurs droits et leurs devoirs et abouti à l'affirmation de sujets collectifs capables d'agir. C'est à partir de réflexions et d'expériences partagées au quotidien que se forge progressivement une identité collective, celle de *Sans Terre*, et c'est sur la base de cette appartenance commune que se fait l'articulation des luttes locales. Le langage des acteurs dans le processus de lutte reflète directement les mots d'ordre du MST qui, entre 1979 et 1985, sont : « terre de Dieu, terre des frères, terre pour celui qui y travaille : la terre ne se gagne pas, elle se conquiert ». La prise de conscience des relations de domination désigne un ennemi commun, le *latifúndio* et les entreprises agro-industrielles qui, avec le soutien de l'État, concentrent les terres et monopolisent le pouvoir.

Dès 1985, le MST constitue un mouvement social autonome, c'est-à-dire « une conduite collective organisée autour d'un acteur luttant contre un adversaire pour la direction sociale de l'historicité dans une collectivité concrète » (Touraine 1978 : 103). En effet, le *Sans Terre*, qui n'entend pas améliorer uniquement sa position relative au sein du système social, dénonce le système lui-même et l'emprise des classes dominantes. La réforme agraire défendue par le mouvement doit impliquer une modification radicale des politiques économiques et des rapports de pouvoir traditionnels, car la démocratisation n'a pas tenu ses promesses en matière de réforme agraire. Le MST entreprend alors, à partir de 1985, une vaste campagne d'occupations de *latifúndios* à travers le pays dont les mots d'ordre sont : « occuper est la solution » ; « sans réforme agraire pas de démocratie » ; « la réforme agraire maintenant » ; « pendant que le *latifúndio* veut la guerre, nous voulons la terre » ; « réforme agraire : pour un Brésil sans *latifúndio* ». La conquête de fractions de territoire s'avère un moyen efficace pour démontrer l'existence d'une nouvelle organisation en milieu rural et, entre 1985 et 1989, le mouvement connaît une croissance rapide. Mais, malgré les pressions exercées, le gouvernement Collor ne répond pas aux attentes du mouvement.

Dès la fin des années 1980, le MST s'organise de façon à venir directement en aide aux paysans sans terre et s'engage dans une politique d'alliance et de collaboration avec d'autres organisations nationales et internationales, notamment avec la *Via Campesina*, une articulation internationale de mouvements paysans à l'échelle mondiale, et la Confédération latino-américaines des organisations paysannes, la CLOC.

Le MST, en tant que mouvement de représentation de la catégorie sociale des « Sans Terre », encadre ses membres, coordonne leurs actions, analyse les intérêts et les besoins pour les transformer en revendications. À chaque niveau de sa structure et de son organisation, le MST entend promouvoir la démocratie participative et, aussi souvent que possible, la démocratie directe (Stédile 1997a : 104). Le MST n'a ni président ni secrétaire ni trésorier ; des élections périodiques désignent les membres des Coordinations¹⁴, ce qui permet une rotation de représentants qui exercent plus un rôle de coordination que de prise de décision, et la plupart des fonctions y sont exercées collectivement. Les fonctions de leader sont ainsi dépersonnalisées et le *leadership* est diffus, même si certains intellectuels jouent un rôle fondamental dans la formulation de l'idéologie du mouvement. En ce sens, le MST se rapproche de la structure organisationnelle des « nouveaux mouvements sociaux », où la prise de décision se fait généralement sous forme de propositions vers la base.

Le MST se défend d'avoir une orientation doctrinaire autre que celle de vouloir une société juste, fondée sur des valeurs socialistes et chrétiennes : « Nous ne sommes pas dogmatiques. Si Mao a écrit sur la paysannerie, nous le lirons, mais nous ne sommes pas maoïstes pour autant, et il en va de même pour Che Guevara ou le Christ » (Stédile 1997b : 28). L'idéologie du MST ressemble à un syncrétisme qui mobilise les plus diverses références. Parmi celles-ci, citons José Martí, Samora Machel, Fidel Castro, Lénine, Engels, le zapatisme, Marx, Mao, Che Guevara, des théologiens de la Libération (Clodomir et Leonardo Boff, Frei Betto, dom Tomas Balduino, dom Pedro Casaldáliga), des intellectuels brésiliens (José de Souza Martins, Caio Prado Júnior), Nelson Mandela, Gandhi, Patrice Lumumba, Martin Luther King etc. D'une façon générale, la rhétorique et la symbolique du MST valorisent la lutte, l'activisme et la mobilisation contre l'oppression sous toutes ses formes : « Celui qui ne se mobilise pas ne sent pas les prisons qui l'enferment »¹⁵. La mystique, mise en scène lors de spectacles qui abordent des thèmes aussi divers que les méfaits de la colonisation, l'impérialisme nord-américain, les dangers du transgénique, la corruption, etc., est un puissant facteur de cohésion au sein du MST. Lors des rencontres, il y a véritablement une théâtralisation de la lutte à laquelle tous participent.

Notons que le mouvement se réfère aussi aux différentes luttes paysannes et populaires de l'histoire nationale. Lors de la commémoration officielle de la découverte du Brésil par les Européens, le MST s'est joint à d'autres organisations populaires autour du slogan « 500 ans d'exploitation et de luttes ». Le mouvement se réfère en effet à l'histoire nationale comme à

« une histoire combative, de gaieté et de souffrances [...] La résistance indigène, celle des Quilombos, de Canudos, de Contestado, des Ligues

14. Au niveau national, les fonctions sont exercées par la Coordination nationale formée d'environ quatre-vingt-dix personnes. Aux niveaux inférieurs, le MST dispose de Coordinations d'États, de Coordinations régionales et de Coordinations dans les *assentamentos* et les *acampamentos*. Cette structure comprend en outre la Direction nationale et les Directions fédérées qui sont chargées de coordonner les actions et revendications. Un Secrétariat national coordonne les différents secteurs nationaux. Le Congrès national est l'instance suprême et se réunit tous les cinq ans.

15. Rosa Luxembourg citée dans MST (2000a).

paysannes, d'Eldorado dos Carajás, sont des exemples de détermination, de persistance et de courage pour construire la liberté [...]. D'autres innombrables luttes ont eu lieu et ont enrichi l'histoire du peuple qui lutte, infatigable, contre la domination et l'exploitation imposées par les élites nationales et internationales » (MST 2000a).

L'intérêt de ces références pour le mouvement est multiple. L'insistance sur l'exemplarité des luttes antérieures permet au MST de souligner ainsi le caractère multiforme et permanent des injustices sociales dont les élites brésiliennes tirent profit. Le discours exaltant le courage des combattants du passé vise aussi à entretenir un esprit de détermination et de mobilisation chez ses membres et ses adhérents potentiels : la réalité sociale n'est pas immuable et le sort des plus démunis n'est pas inéluctable, mais il appartient aux opprimés eux-mêmes de changer le cours de l'histoire. « Réforme agraire ! À partir du moment où les forces politiques de droite ne font jamais rien, les travailleurs [...] organisés vont la réaliser de leurs propres mains »¹⁶.

La critique des mouvements paysans antérieurs n'est toutefois pas exclue et permet de désigner les écueils que le MST doit éviter, en particulier le centralisme et la nature charismatique des leaders : il convient de stimuler « la direction collective, la division des tâches entre militants, la possibilité pour tous de participer, la formation permanente de cadres et de militants, le maintien d'un lien permanent avec la base... » (MST 2000d : 26). Le dernier élément à relever est la défense vigoureuse de son autonomie par le MST, qui dénonce la cooptation et l'instrumentalisation des travailleurs sous l'administration de G. Vargas, ainsi qu'une tradition latino-américaine de mouvements paysans qui ont été créés par l'Église ou des partis politiques et restent sous leur dépendance : « À gauche, les mouvements de masse étaient à peine des courroies de transmission des partis politiques » (MST 2000d : 22-26).

Le MST, dont les objectifs généraux sont « la terre, la réforme agraire et une société plus juste », s'oppose à la politique de l'administration Cardoso pour laquelle une réforme agraire n'est ni nécessaire ni souhaitable pour stimuler l'essor de l'économie (Garcia 1996 : 67-78). Le gouvernement envisage tout au plus une politique de réforme visant à la création et au soutien de la petite exploitation familiale, qui ne doit pas porter atteinte à la compétitivité de l'économie nationale. Jusqu'à présent, cette politique n'a pas modifié la structure foncière qui reste concentrée et inégale, faute d'instruments efficaces de recensement et de désappropriation des terres. Dans de nombreux États en effet, et particulièrement ceux du Nord, les cadastres fonciers sont extrêmement peu fiables, quand ils ne sont pas simplement inexistants, les déclarations d'immeubles ne sont pas contrôlées et les terres désappropriées sont bien souvent surfacturées. La collusion des intérêts entre les propriétaires, parfois purement fictifs, et l'administration freine en outre la mise en œuvre des politiques de désappropriation. La Constitution brésilienne prévoit pourtant l'expropriation des *latifúndios* qui n'exercent pas de fonction sociale, ne respectent pas la législation du travail et l'environnement. Toutefois, la législation actuelle qui reconnaît la fonction

16. Zé PINTO, *Não somos covardes*, in MST 2000b (traduction de l'auteur).

sociale de la terre tout en consacrant le droit de propriété, donne lieu aux interprétations les plus diverses.

En revanche, pour le MST, la réforme agraire constitue la pierre angulaire d'un nouveau projet social au Brésil. L'occupation de terres est le principal moyen de pression de ce mouvement de revendications qui cherche à influencer les politiques publiques et demande la participation des travailleurs ruraux aux décisions les concernant. L'occupation de terres va toutefois au-delà d'un simple moyen de pression, car elle permet également au mouvement d'exercer une fonction d'intégration sociale, de solidarité et de service vis-à-vis de ses membres. Dans les campements, les *acampamentos*, et dans les communautés ayant acquis une terre, les *assentamentos*, le MST organise divers services pour favoriser l'intégration des paysans au système économique, améliorer leur niveau de scolarité et leur éducation, et éviter l'exode rural.

Plus récemment, le mouvement incarne au Brésil, outre la lutte pour la réforme agraire, le combat contre le modèle néo-libéral :

« La lutte pour la réforme agraire dépasse celle contre les *latifúndios*. Nous allons continuer d'occuper tous les *latifúndios* possibles. Mais la lutte ne peut s'arrêter là, cela serait insuffisant. Nous avons besoin d'affronter le modèle agricole, le modèle économique. [...] Les élites implantent un nouveau modèle économique qui a son équivalent dans le modèle agricole. Celui-ci ne permet pas à l'agriculture familiale et aux *assentamentos* d'être viables, il place pratiquement toute notre agriculture sous le contrôle des multinationales et du capital financier. [...] Pour cela, nous attaquerons ses symboles : les importations agricoles, les multinationales qui contrôlent le marché agricole et agro-industriel, les OGM, les organismes internationaux qui opèrent dans le pays, comme le FMI, la Banque mondiale, l'Alca [ndlr : aire de libre-échange des Amériques], etc. » (MST 2000c).

Pour mener à bien son projet, le MST entend coordonner des actions avec diverses organisations nationales et étrangères ainsi que « redoubler ses efforts d'articulation avec tous les secteurs organisés du mouvement populaire et syndical », comme le mouvement des petits agriculteurs, les syndicats de travailleurs ruraux, les mouvements de travailleuses rurales, le mouvement des victimes des barrages, les secteurs pastoraux sociaux, etc. (*ibid*). Conscient que sa force d'action et de pression dans une conjoncture économique jugée adverse dépend du nombre de ses militants et de ses cadres, le MST s'investit également d'une « tâche toute spéciale » : celle de développer sa « capacité à former de nouveaux militants afin qu'ils aident le peuple à s'organiser et à réaliser des luttes de masse dans tous les États » de la Fédération (*ibid*). Dans cette perspective, le mouvement organise des stages de formation, des cours théoriques, des débats dans les *assentamentos*, et il encourage la participation aux mobilisations et l'apprentissage par la pratique.

L'occupation de terres : une action tridimensionnelle

Le MST utilise des formes de résistance ou d'intervention collective particulières pour modifier les règles du jeu politique et les normes du système, qu'il transgresse sans avoir recours de façon délibérée à l'usage de

la violence (révolution ou guérilla) (Melucci 1996 : 378-379). Parmi les « actions directes » organisées par le mouvement, citons, entre autres, les marches qui partent de plusieurs États et convergent vers Brasília, les *sit-ins* organisés dans les banques et les bâtiments de l'Incrá (Institut national de la colonisation et de la réforme agraire), pour débloquent les crédits nécessaires à la réforme agraire, la destruction de cultures et de transports de produits transgéniques et la participation du MST aux émeutes de la faim dans le *Nordeste* en 1998. Le mode d'action privilégié du MST est l'occupation de terres¹⁷, qui cherche à exercer des pressions sur l'Incrá pour qu'il accélère la procédure d'expropriation et sur le gouvernement pour qu'il entérine l'état de fait et installe les familles. Le MST considère l'occupation comme l'équivalent du piquet de grève en entreprise. Cette forme de pression est cependant bien différente de la grève dans la mesure où elle est tenue pour illégale par la loi brésilienne. En acceptant de céder à une action de ce type, le gouvernement porte donc atteinte à l'État de droit. À l'accusation d'illégalité des occupations, le MST oppose l'argument de la légitimité d'une action qui veut mettre fin à une situation injuste. Le MST, quand il dénonce la concentration des terres dans les mains de quelques-uns et évoque l'état de nécessité du plus grand nombre, mobilise alors des références bibliques : « Dieu a donné la terre à tous, et ceux qui la concentrent peuvent s'en voir privés par le droit de ceux qui les ont perdues ».

Rappelons que, pendant la dictature militaire, les incitations fiscales ont permis au capital financier et commercial, national et international, d'acquérir de vastes étendues de terres au Brésil. Autour de la défense de la propriété privée se retrouvent des groupes d'intérêts aussi divers que les grands éleveurs traditionnels, le capital urbain national et international, les entreprises étrangères à la recherche de ressources minérales, les élites politiques traditionnelles et, dans certaines régions, le narcotrafic. En effet, l'enjeu des conflits fonciers dépasse l'opposition entre les *Sans Terre* et le *latifúndio*. D'un point de vue économique, on rappellera d'abord que, si pour la bourgeoisie capitaliste, la terre est source de profit, pour les paysans, elle est source de travail et garantit l'avenir de la famille. L'enjeu est également politique : la terre est source de pouvoir pour les oligarchies traditionnelles et, pour les acteurs ruraux, elle est un principe d'identité, par l'ordre social qu'elle instaure et la hiérarchie qu'elle organise. Enfin, elle contient une charge émotionnelle et affective importante, quand il s'agit de la préservation d'une communauté, d'un mode de vie, d'un ensemble de valeurs culturelles productrices de sens.

L'occupation de terres, qui crée une situation de conflit avec les propriétaires et oblige le gouvernement à réagir, permet également d'attirer l'attention de l'opinion publique, révélant une dimension stratégique où sont calculés les effets de l'action, les coûts et les bénéfices. Enfin, elle a une dimension constructive en créant des institutions parallèles à l'État, sur la

17. Nous ne rentrerons pas dans la polémique qui oppose ceux qui prétendent qu'il s'agit d'invasions, étant donné le caractère privé des propriétés envahies, et ceux qui, jugeant l'action légitime, parlent d'occupations.

base d'une expérience de participation alternative et de l'exercice d'une certaine forme de démocratie directe (Melucci 1996 : 379).

La dimension conflictuelle

L'impact de l'action du MST sur les politiques publiques du gouvernement est faible. Face à la multiplication des conflits fonciers, le gouvernement brésilien procède en effet à des négociations ponctuelles et concède des avantages limités (Garcia 1996 : 77). Le problème principal réside dans la radicalisation des parties en présence et dans les tentatives de délégitimation réciproques qui freinent les négociations. Du côté gouvernemental, on relève, entre autres, le recours à des procédures judiciaires contre les activistes du mouvement, une couverture médiatique largement négative du MST¹⁸ et la cooptation ou la négociation préférentielle avec d'autres organisations rurales afin d'isoler le mouvement. L'attitude du gouvernement oscille ainsi entre la négligence, quand il nie l'existence d'acteurs sociaux légitimes et représentatifs, et la prise en compte des demandes de manière ponctuelle, lorsque les débordements sociaux menacent la stabilité du système. Ce fut par exemple le cas en 1998 lors des pillages de la faim dans le *Nordeste*. Mais les concessions accordées doivent être comprises comme une soupape de sécurité servant à contenir des affrontements ouverts et violents. Pour le reste, c'est la répression qui domine, une répression par des forces de l'ordre qui est justifiée en associant le MST à la violence. Le gouvernement parle tantôt d'agitateurs ou de déstabilisateurs, tantôt de révolutionnaires. Les conséquences sont parfois terribles, comme lors des massacres de paysans sans terre à Eldorado dos Carajás et Corumbiara en 1995, d'autant qu'ils sont indirectement encouragés par le laxisme du système judiciaire et l'impunité des propriétaires fonciers et des forces de l'ordre.

Le MST a réagi à ces exactions en mettant sur pied, avec l'aide d'autres organisations sociales et syndicales, un Tribunal national du crime du *latifúndio* qui rend des sentences dont la valeur reste cependant symbolique. Les nombreuses irrégularités constatées confortent, d'une part, le sentiment d'injustice des *Sans Terre* et, d'autre part, celui de l'impunité de certains secteurs de la société qui échappent à la législation de l'État de droit.

La dimension conflictuelle est surtout exacerbée par l'attitude des propriétaire terriens. Au fur et à mesure de la démocratisation de la société brésilienne et de la prise de conscience par les travailleurs ruraux de leurs droits, la violence en milieu rural a singulièrement augmenté. Pendant la période de transition démocratique, période de grandes mobilisations sociales, elle atteint un niveau sans précédent dans les régions de frontières agricoles et là où les paysans sont les mieux organisés. Le spectre de la violence s'étend également sur des secteurs plus importants de la société : elle ne touche plus uniquement les travailleurs ruraux, mais aussi tous ceux qui les soutiennent et les défendent (prêtres, militants syndicaux, avocats,

18. Au sujet de la couverture médiatique du MST, voir GOHN (1999).

leaders paysans...). Les assassinats prennent alors un caractère nettement politique, avec la volonté d'éradiquer le projet social du MST :

« les victimes ont été éliminées parce qu'on estimait que, privés de leur soutien et de leur influence, les paysans allaient abandonner la lutte pour la terre... » (Amnesty International 1988 : 18).

Depuis 1986, le MST doit en outre affronter un adversaire politiquement organisé : l'UDR (Union démocratique ruraliste). L'UDR n'est pas la première organisation patronale, mais elle représente une rupture par rapport au mode de représentation patronal traditionnel. Dans un premier temps, il s'agit d'un lobby anti-réforme, qui est dirigé par des éleveurs du Goiás et se définit comme le garant de la propriété privée. Après avoir réussi à écarter toutes propositions concernant la réforme agraire dans la nouvelle Constitution, l'UDR se désintéresse de l'action politique légale pour prôner ouvertement la violence et la défense armée de la propriété privée.

La dimension stratégique

Confronté à un adversaire et à un environnement politique largement hostiles à ses revendications, le MST doit s'assurer le soutien des groupes potentiellement sensibles à ses revendications. L'occupation de terres, tout comme l'organisation de manifestations publiques, de marches et de *sit-ins*, revêtent sur ce point une dimension stratégique essentielle, car elles permettent de rendre visible le conflit social dont le mouvement est porteur. Ce soutien peut prendre différentes formes, à commencer par les nombreuses lettres d'encouragement reçues par le mouvement. Des artistes brésiliens se sont également lancés dans une campagne pour sensibiliser l'opinion publique internationale et les organisations non gouvernementales. On compte actuellement des groupes de soutien au MST dans de nombreux pays d'Europe (Italie, Espagne, Allemagne, Royaume-Uni, Suisse, Belgique, France, Pays-Bas, Portugal, Norvège, etc.). En 1997, ces groupes coordonnèrent environ 600 rencontres ou débats consacrés à la réforme agraire et à la lutte du MST à l'occasion de l'exposition photographique *Terra* de Sebastião Salgado (Pasquetti 1997 : 6). Le MST a vu en outre son action récompensée par plusieurs prix internationaux : le Prix Nobel Alternatif en 1991, le Prix Unicef en 1995 pour le travail éducatif réalisé dans les *assentamentos*, le Prix Roi Baudouin pour le développement en 1996 et le Prix international des droits de l'homme décerné par le Comité de défense et liberté des droits de l'homme de France en 1997. Au sein de l'opinion publique brésilienne, les avis sont partagés. Les sondages attestent en général de l'appui de la population à la cause des *Sans Terre* quand leurs actions ne sont pas violentes¹⁹. Néanmoins, le radicalisme du discours du MST, tel qu'il est présenté par les médias, tend à effrayer certains secteurs plus modérés.

Pour ce qui est des relations du mouvement avec d'autres organisations sociales, on peut noter une prise de distance du MST avec les secteurs progressistes de l'Église, au fur et à mesure que le premier acquiert son

19. Sondage IBOPE réalisé entre le 6 et 10 mars 1997.

autonomie. Toutefois, des actions sont encore régulièrement coordonnées avec la Commission pastorale de la terre, les syndicats, les forces de gauche et d'autres mouvements sociaux. Ce fut par exemple le cas pour le « Grito da terra » (le « cri de la terre »), en 1995, et lors de la Conférence nationale pour la défense de la terre, du travail et de la citoyenneté, en 1997. Plus récemment, le MST participa activement à la mise sur pied du premier Forum social mondial qui s'est déroulé à Porto Alegre en février 2001.

Le MST tente de rallier des tiers extérieurs au conflit, en présentant leur soutien comme le « bon choix », celui qui est moralement correct. Les différentes collaborations obtenues représentent une étape importante dans la reconnaissance du mouvement, car elles lui assurent des ressources matérielles et morales qui lui confèrent un degré de légitimité non négligeable face au *latifúndio* et aux autorités. Pour un mouvement qui n'a pas d'avantages matériels à offrir en échange de ces appuis, l'idéologie exerce une fonction stratégique sur l'environnement (Melucci 1996 : 352). Le MST va progressivement s'attacher à inclure sa lutte pour la terre et pour la réforme agraire dans une action politique plus large, c'est-à-dire la construction d'une société plus juste pour tous. Quand ce n'est pas seulement la concentration des terres et le *latifúndio* qui oppriment les paysans, mais le modèle néo-libéral qui opprime toute la société brésilienne au profit de quelques-uns et du capitalisme international, l'ennemi est défini à un niveau supérieur et la réforme agraire peut devenir alors « la lutte de tous ». Cependant, si le MST mobilise ces soutiens et recherche la coopération internationale, ce n'est pas uniquement en fonction de son idéologie, de son discours ou de sa cause, c'est également en raison de sa pratique quotidienne visant l'*empowerment* des paysans. À ce stade-là, l'occupation de terres revêt une dimension constructive.

La dimension constructive

L'occupation d'un *latifúndio* se fait massivement, par des dizaines ou des centaines de familles de paysans sans terre. Quand elle ne se traduit pas par des expulsions ou des conflits violents, elle aboutit à l'installation d'un *acampamento*, un campement précaire de familles, où les fonctions de base (santé, éducation, hygiène, religion, alimentation, finances, etc.) sont exercées collectivement par la communauté. La régularisation de l'*acampamento* par les autorités – processus incertain prenant parfois plusieurs années –, signifie la création d'un *assentamento*. Précisons que tout *assentamento* n'est pas le résultat d'une occupation préalable du MST et que certains sont le résultat d'une initiative gouvernementale ou municipale. L'enjeu n'en est pas moins important puisque dans la représentation des *Sans Terre*, l'*assentamento* matérialise le territoire conquis (Fernandes 1990 : 77), un acquis dont il faut démontrer la viabilité et la rentabilité afin de promouvoir à grande échelle la défense de la réforme agraire et d'un modèle alternatif. Dès lors, la lutte du MST ne s'arrête pas lorsque les familles ont acquis un lot de terre. Il faut qu'elles puissent s'intégrer à la dynamique économique et au développement de la région. L'*assentamento* doit aussi

assurer la reproduction familiale afin que l'exode rural ne constitue plus la seule issue.

Pour cela, le MST met l'accent sur la coopération, qu'elle concerne la production, la commercialisation, l'obtention de crédits ou l'achat en commun de matériel et de semences. Il entend promouvoir l'*assentamento* comme une unité allant au-delà des lots familiaux individuels, comme une réalité vécue collectivement. Pour introduire des pratiques sociales qui induisent de nouvelles valeurs et de nouvelles habitudes basées sur la solidarité et la coopération, le MST a créé le Système coopératif des *assentados*, regroupant toutes les coopératives du pays au sein d'une confédération, afin de familiariser les travailleurs ruraux venus d'horizons différents avec le mode de production coopératif. Outre la modification de relations sociales traditionnelles jugées individualistes et égoïstes, le MST entend renouveler le rapport de l'homme avec son environnement naturel. Il s'agit de renoncer à l'utilisation de fertilisants chimiques, de valoriser le travail humain et animal face à la mécanisation croissante, de développer une nouvelle matrice technologique plus respectueuse de l'environnement, d'éviter la monoculture, de lutter contre la déforestation et la privatisation de l'eau, de recycler les déchets... (MST 2000d : 56). Néanmoins, l'implantation de formes de travail coopératif ne va pas de soi car, comme l'illustre une étude récente, la phase solidaire de l'*acampamento* peut faire place à l'individualisme dans l'*assentamento*. En effet, la coopération et la cohésion sociale espérées peuvent se heurter à des pratiques sociales et des identités diverses, variant en fonction des origines géographiques des paysans, de leur bagage culturel, historique et social, de leurs affinités politiques, de leurs croyances religieuses ou de leur âge (Carvalho 1999).

Pour surmonter les difficultés liées à la faible scolarité des paysans et au taux d'analphabétisme élevé, le MST a mis sur pied un programme d'éducation de plus en plus complexe²⁰. Jusqu'en 1985, la préoccupation centrale était la scolarisation des enfants, assurée par les mères et quelques professeurs dans les *acampamentos*. Depuis 1985, le secteur éducatif du MST s'étend des crèches au partenariat avec certaines universités, en passant par des programmes d'alphabétisation pour enfants et adultes, l'éducation primaire et des cours de niveau secondaire. Le projet de scolarisation et d'éducation du MST est fondé sur des méthodes et un langage alternatifs, dans l'esprit de la pédagogie de Paulo Freire. Il s'agit d'allier la théorie à la pratique, à la réalité quotidienne et aux nécessités concrètes des *assentamentos* pour promouvoir des savoir-faire techniques, politiques, culturels, susceptibles d'enrichir les actions qu'il développe et de pourvoir aux besoins du mouvement et de sa lutte :

« Si un jour quelqu'un apporte un poisson, il sera notre objet d'étude. Si un jour l'habitant le plus ancien de notre communauté nous visite, il sera notre objet d'étude. Telle est notre vie, telle est notre réalité, telle est notre

20. Au sujet du travail éducatif et pédagogique du MST, voir entre autres CALDART (1997, 2000).

démocratie ! [...] Quelle école merveilleuse que celle où le professeur n'est pas maître de toute vérité, mais [...] où il facilite l'apprentissage »²¹.

Les principes philosophiques et pédagogiques du MST sous-entendent le développement d'une conscience de classe, le droit de tous à l'éducation, un lien organique entre l'éducation, la lutte et le mouvement social et la formation de sujets capables d'intervenir et de transformer la réalité. L'éducation est entendue comme un processus permanent de formation et de transformation de l'homme dans toutes ses dimensions²² : il convient de former les individus à la coopération et au travail, par et pour des valeurs humanistes et socialistes.

Outre la production et l'éducation, c'est toute l'organisation des *acampamentos* et des *assentamentos* du MST qui se veut fondée sur des valeurs et des pratiques alternatives, lesquelles mettent généralement l'accent sur le débat public et la concertation, sur la participation de tous aux décisions, sur le partage des tâches, la coopération et l'entraide. Les rapports sociaux entre les sexes y sont, par exemple, plus égalitaires que dans l'ensemble de la société brésilienne et la participation des femmes aux mobilisations et aux différentes tâches est encouragée et valorisée : « La rémunération des heures de travail est faite de manière égale entre hommes et femmes, quel que soit le type de travail »²³. Le MST affirme ainsi sa volonté de rompre avec une vision masculine du monde où prévalent la production familiale individuelle, le personnelisme et l'isolement social²⁴. Il s'agit de construire dans les *assentamentos* une société nouvelle où le modèle de sociabilité communautaire touche tous les aspects de la vie de ses membres et ne se limite pas à la production économique. Sur ce point, la communauté de Canudos évoquée plus haut constitue une référence pour le MST :

« la combinaison entre un idéal de vie communautaire et les valeurs du christianisme brésilien transformèrent Canudos en référence éternelle pour tous ceux qui rêvent de construire un monde nouveau, ayant la communauté comme centre. [...] l'idéal d'Antônio Conselheiro renaît chaque jour dans les *acampamentos* et *assentamentos* du MST où les travailleurs construisent avec leurs propres mains un monde nouveau » (MST 1997 : 43).

C'est en pensant au futur, et en jugeant la conjoncture économique et politique actuelle largement hostile à la satisfaction de ses revendications, que le MST accorde une grande importance à la formation des enfants :

« Les petits *Sans Terre* dans leurs rencontres, leurs manifestations, leurs marches, leur participation aux occupations de terre et aux luttes commencent à s'affirmer comme des sujets dans l'histoire du MST »²⁵.

Les enfants ont d'ailleurs leurs propres activités et participent aux rencontres, aux marches et aux occupations de terres. En effet, pour le MST, la

21. J. Costa das NEVES, « A escola que a gente quer », in MST (2000a).

22. MST 1999 : 6-10.

23. M. RODRIGUES, Présidente de la Centrale des coopératives des *assentados* de l'État de São Paulo, in PASQUETTI (1997 : 10).

24. CONCRAB, « Assentamentos : construir uma nova estrutura social no meio rural », in MST (2000d : 46).

25. R. Salete CALDART, in MST (2000a).

pérennité de sa lutte passe par une politique d'alliances et par la formation des générations futures, des *sem terrinha*, les petits *Sans Terre*.

* * *

Les conflits en milieu rural sont une constante dans l'histoire brésilienne depuis l'Indépendance. À la fin du XIX^e siècle, ceux-ci se sont exprimés par une recrudescence du banditisme social où ils prennent la forme de mouvements millénaristes et messianiques. La résistance de ces groupes aux troupes de l'armée fédérale en ont fait des exemples de détermination et des références pour les luttes paysannes ultérieures et notamment pour le MST. Ainsi, malgré la nature fort différente de ces mouvements, le MST s'est construit une généalogie fictive qui lui permet de situer son action dans une tradition séculaire, qui inclut également les luttes des années 1950 et 1960 pourtant diverses dans leurs formes d'organisation, leurs modes d'action et leurs enjeux.

Si les revendications du mouvement vont au-delà des intérêts des *Sans Terre*, le MST représente les travailleurs ruraux sans terre et non pas toutes les catégories sociales en milieu rural. Il n'est d'ailleurs pas le seul acteur engagé dans la défense des intérêts des paysans. L'action syndicale est incarnée par la Contag et le département rural de la CUT et d'autres mouvements expriment des revendications spécifiques, tel que le mouvement des petits agriculteurs, le mouvement des femmes travailleuses rurales, le mouvement des victimes des barrages, etc. Par ses modes de mobilisation, sa structure organisationnelle et sa pratique quotidienne dans les *acampamentos* et dans les *assentamentos*, le MST demeure proche des préoccupations de sa base sociale. Le MST n'incarne pas pour autant un « nouveau mouvement social », bien qu'il représente une expérience nouvelle de socialisation fondée sur des valeurs teintées de participation et de coopération.

Le discours du MST tend à formuler la problématique « d'un monde nouveau et d'une nouvelle sociabilité » en termes de développement et sa pratique quotidienne en fait un acteur engagé dans la construction d'une culture citoyenne en milieu rural. En encourageant la démocratie participative en son sein et en revendiquant son indépendance par rapport aux partis et aux élus, le mouvement rompt avec la culture politique traditionnelle empreinte de pratiques clientélistes, fondées sur la cooptation et la faveur. L'État et le système politique apparaissent ici comme des éléments fondamentaux pour comprendre la stratégie d'action, les revendications et l'évolution des mouvements sociaux au Brésil. En effet, confrontés à un système qui historiquement tend à résoudre les conflits sociaux par la cooptation ou la répression, les mouvements adoptent une attitude stratégique vis-à-vis de l'État en fonction de contextes politiques spécifiques qui déterminent à la fois la nature, les possibilités et les limites de l'action collective. D'une part, tant d'un point de vue « spatio-national » que dans une perspective « historico-temporelle », les différentes modalités prises par

ces actions collectives mettent à mal un schéma d'analyse qui verrait dans la paysannerie et les travailleurs ruraux une classe sociale caractérisée par des intérêts communs et qui considérerait le MST comme une simple continuité des luttes antérieures, et ce, bien que cette généalogie soit revendiquée par le mouvement lui-même. S'il y a une quelconque continuité à rechercher dans l'action du MST, celle-ci procède davantage de la continuelle marginalisation économique des petits paysans, du maintien du compromis politique en faveur des grands propriétaires fonciers et de la violence multiforme toujours présente en milieu rural. D'autre part, dans un contexte de consolidation démocratique, la persistance de ces différentes formes d'exclusion donne à la lutte des *Sans Terre* une dimension supplémentaire. Elle participe à la revendication et à la construction d'une citoyenneté active dans un cadre rural traditionnellement marqué par le règne des codes privés.

Juin 2001

Florence RAES

FNRS/Centre de sociologie politique
et Université libre de Bruxelles/Groupe d'études latino-américaines de
l'Institut de sociologie.

BIBLIOGRAPHIE

- AMNESTY INTERNATIONAL 1988, *Brésil : assassinats et complicités*, Paris, AEFAL, 1988.
- AZEVEDO, F.A. 1982, *As Ligas camponesas*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- CALDART, R. Salet 1997 *Educação em movimento, formação de educadoras e educadores no MST*, Petrópolis, Vozes.
- 2000 *Pedagogia do movimento sem terra*, Petrópolis, Vozes.
- CARVALHO, H. Martins de 1999, *A interação social e as possibilidades de coesão e de identidades sociais no cotidiano da vida social dos trabalhadores rurais nas áreas oficiais de reforma agrária no Brasil*, Ministère extraordinaire de politique foncière, Curitiba, multigr.
- CAVA, R. Della 1988, « Brazilian messianism and national institutions. A reappraisal of Canudos and Juazeiro », in *Hispanic American Historical Review*, LXVIII (3) : 402-420.
- FADEL, D.A. 1992, « A geografia social de Canudos », in *Boletim de geografia teórica*, 22, Unesp : 99-105.
- FERNANDES, B. Mancano 1990, « A modernidade no campo e a luta dos sem terra », in *Cultura Vozes*, São Paulo, (XC) 1 : 65-77.
- 1996, *MST : formação e territorialização em São Paulo*, São Paulo, Hucitec.
- FORMAN, S. 1979, *Camponeses : sua participação no Brasil*, Rio de Janeiro, Paz e Terra.
- GARCIA, A 1996, « Internationalisation, alliances libérales et conflits agraires (1994-1996) », in *Problèmes d'Amérique latine*, 23 : 67-78.
- GOHN, M. da G. 1999, « MST e mídia », in *Cadernos do CEAS*, 179 : 11-29.
- GROS, C. 1991 « Réforme agraire, modernisation et démocratie : réflexions à partir de la Colombie et du Brésil », in *Problèmes d'Amérique latine*, 3 : 55-71.

- GRZYBOWSKI, C. 1987, *Caminhos e descaminhos dos movimentos sociais no campo*, Petrópolis, Vozes.
- IANNI, O. 1987, *Movimentos sociais no campo*, Curitiba, Criar.
- JULIÃO, F. 1962, *Que são as Ligas Camponesas ?*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira.
- 1968 *Cambão*, Paris, Maspéro.
- LE BORGNE-DAVID, A. 1998, *Les migrations paysannes du sud-Brésil vers l'Amazonie*, Paris, L'Harmattan.
- LÉVINE, R. 1988, « Mud-Hut Jerusalem : Canudos revisited », *Hispanic American Historical Review*, LXVIII (3) : 525-572.
- 1991 « Canudos in the national context », *The Americas*, XLVIII (2) : 207-222.
- MARTINS, J. de Souza 1981, *Os camponeses e a política no Brasil : as lutas sociais no campo e seu lugar no processo político*, Petrópolis, Vozes.
- 1997, « A questão agrária e o papel do MST », in J.P. STÉDILE (ed.), *Reforma Agrária e a Luta do MST*, Rio de Janeiro, Vozes : 11-78.
- MATHIEU, M.R. de Andrade 1990, « Des paysans Sans Terre à une terre sans paysans », travail de recherches, Institut des hautes études d'Amérique latine, Paris, multigr.
- MEDEIROS, L. 1989, *Historia dos Movimentos Sociais no Campo*, Rio de Janeiro, Fase.
- MELUCCI, A. 1996 *Challenging Codes : Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MORAES, C. 1970, « Pesant Liges in Brazil », in R. STAVENHAGEN (ed.), *Agrarian Problems and Peasant Movements in Latin America*, Londres, Stavenhagen : 425-501.
- MST 1987, *Agenda do MST*, São Paulo.
- 1997, *Revista Sem Terra* (São Paulo), 2.
- 1999, « Princípios da educação no MST », *Caderno de Educação*, 8, São Paulo.
- 2000a, *Agenda do MST*, São Paulo.
- 2000b, *Músicas do MST*, CD Arte em movimento.
- 2000c, *Plano de formação política dos militantes do MST*, multigr.
- 2000d, *Reforma agrária : por um Brasil sem latifúndio !*, 4^e Congrès national du MST, Brasília.
- PASQUETTI, L.A. 1997, *O MST como uma empresa social*, Setor de Planejamento e Projetos do MST, Brasília, multigr.
- SANTOS, J. Tavares dos 1992, « Formes de domination et syndicalisme rural au Brésil », in *Cahiers du Brésil contemporain* (Paris), 18 : 35-68.
- SILVA, O. Heller da 1993, *Communisme et anticommunisme : enjeu du syndicalisme agricole dans l'État du Parana de 1945 à la fin 1970*, Paris, thèse de doctorat en sociologie (sous la dir. de R. Hubscher et R.M. Lagrave).
- SMELSER N. 1962, *Theory of Collective Behaviour*, Londres, Routledge and Keagan.
- STÉDILE J.P. ed. 1997a, *A Reforma Agraria e a Luta do MST*, Petrópolis, Vozes.
- STÉDILE J.P. 1997b, « Entrevista », *Caros Amigos* (São Paulo), 8, novembre : 26-33.
- TOURAINÉ, A. 1973, *Production de la Société*, Paris, Le Seuil.
- 1978, *La Voix et le Regard*, Paris, Le Seuil.
- 1984, *Le Retour de l'Acteur*, Paris, Fayard.
- 1988, *La Parole et le Sang*, Paris, Odile Jacob.